FÉVRIER 2019

AGIR

LE MAGAZINE DE L'ENTRAIDE PROTESTANTE SUISSE

HEKS
EPER

ARMÉNIE
ÉCHANGE DE SAVOIRS AVEC LA SUISSE

LE NOBEL JACQUES DUBOCHET
Engagé pour les réfugiés

OUVRE TON JARDIN
Témoignage d'une rencontre

ENSEMBLE AVEC LES PAYSAN·NE·S!

© Patrick Gilliéron Lopreno

Magaly Hanselmann
Directrice Suisse romande

Alicia, jeune Arménienne, a décroché son diplôme en transformation laitière. Aujourd'hui, elle est responsable de la sécurité et de l'hygiène du laboratoire de la fromagerie qui l'emploie. Son parcours illustre à merveille le projet d'actualisation des formations que l'EPER a lancé avec l'organisation arménienne SDA (agence de développement stratégique) et la Haute école des sciences agronomiques, forestières et alimentaires (HAFL) de Zollikofen.

Dans le sud de l'Arménie, l'agriculture est la principale source de revenus de la population rurale. La productivité pourrait être nettement plus élevée, mais il y a peu de jeunes formé·e·s, tant dans les petites exploitations agricoles que dans les entreprises de transformation héritées de l'ère soviétique.

Ce type de projets aux impacts tangibles permet de réaliser les principes légaux contenus dans la « Déclaration sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales » (UNDROP), adoptée le 17 décembre dernier par l'Assemblée générale des Nations Unies.

Les droits des communautés rurales doivent être reconnus et mis en œuvre afin que la Déclaration ne reste pas lettre morte. Pour cela, un engagement des organisations et des réseaux de la société civile au niveau national, mais aussi de la part des Etats eux-mêmes est indispensable.

Merci de votre engagement à nos côtés !

DANS CE NUMÉRO

3 Aide humanitaire en Ouganda
Reportage dans les camps de Bidibidi

6 *Interview de Valentin Prélaz, chargé de programme*

8 L'invité : Jacques Dubochet
Un prix Nobel philanthrope

10 Développement des communautés rurales en Arménie
L'agriculture arménienne s'inspire du savoir-faire suisse

12 *Interview de Johannes Brunner, agronome suisse*

14 *De la précarité au verger florissant*

16 Nouveaux Jardins
Témoignage de Baptiste Marmier qui a ouvert son jardin à un réfugié

18 Legs
Régler sa succession peut avoir un effet libérateur

20 Actuel et courrier des lecteurs

AGIR N° 33
FÉVRIER 2019
ISSN 2235-0772
Paraît 4 fois par an

COUVERTURE PHOTO
Sabine Buri :
Gagik Grigoryan dans son verger - Région de Vayots Dzor, Arménie

ÉDITEUR
Entraide Protestante Suisse (EPER)

RESPONSABLE
Olivier Graz

RÉDACTION
Joëlle Herren Laufer

PHOTOS
Anne Geiger

GRAPHISME ET ILLUSTRATIONS
superhuit.ch

IMPRESSION
Jordi Belp

TRADUCTION
Nassima Rahmani

TIRAGE
13 700 exemplaires

ABONNEMENT
CHF 10 déduits une fois par an de vos dons

ADRESSE
Chemin de Bérée 4A
Case postale 536
1001 Lausanne
Téléphone 021 613 40 70
Fax 021 617 26 26
www.eper.ch
info@eper.ch

CP POUR LES DONS
10-1390-5

RECYCLED Papier FSC C002982

À QUAND LA PAIX AU SOUDAN DU SUD ?

Plus d'un million de personnes ayant fui la guerre civile au Soudan du Sud sont exilées en Ouganda, dans le plus grand camp de réfugiés du monde. Le soutien d'ONG comme l'EPER pour l'approvisionnement en eau est primordial. Reportage de Sandra Witmer, journaliste à la radio SRF1.

Texte: Sandra Witmer
Photos: Sandra Witmer / Ben Curtis

« Certains jours, nous devions nous passer d'eau potable toute la journée, » explique Janet Dawa, une jeune femme de 19 ans qui habite dans une petite hutte de torchis sommairement meublée. Toutes les huttes se ressemblent dans le camp de Bidibidi, en Ouganda du Nord. Il n'y a pas de fenêtre, et il faut se courber pour y entrer.

Janet Dawa a fui le Soudan du Sud avec sa mère, sa sœur et les enfants de celle-ci. Le père a disparu ; son frère les a rejointes plus tard. « Tous les jours, nous assistions à des meurtres et à des viols au Soudan du Sud. En allant chercher du bois pour le feu, tu tombais sur un mort. En allant chercher de l'eau, tu tombais sur un viol ou tu étais toi-même violée », se souvient-elle.

D'après l'indice mondial pour la paix, le Soudan du Sud est le pays le plus dangereux après la Syrie et l'Afghanistan. Malgré son indépendance du Soudan en 2011, il subit une guerre civile entre ethnies rivales. Depuis, de nombreuses personnes ont fui le pays et celles qui vivent désormais dans le nord de l'Ouganda dépassent le million.

Janet Dawa se sent plus en sécurité ici. Mais les premières semaines en Ouganda ont été dures. « L'impression de devoir vivre en étrangère dans un pays étranger n'est pas facile. » S'ajoute à cela la difficulté d'obtenir de l'eau potable. L'eau était transportée par camions citernes. Mais elle ne suffisait pas pour tout le monde. « Nous devions soit parcourir plusieurs kilomètres jusqu'au prochain ruisseau, soit creuser des trous dans le sol jusqu'à ce que nous tombions sur de l'eau. » Il est arrivé que la famille de Janet Dawa doive attendre plusieurs jours pour avoir de l'eau fraîche. Une situation à peine tenable pour une famille avec des enfants en bas âge.

Quand l'EPER est arrivée, elle a équipé son secteur d'un système d'approvisionnement en eau, en partenariat avec ACORD, *Agency for Cooperation and Research in Development*, une organisation caritative locale qui travaille en Ouganda du Nord. L'eau de la nappe phréatique est amenée jusque dans un réservoir de plusieurs milliers de litres au moyen d'une pompe fonctionnant à l'énergie solaire. Elle est purifiée chimiquement et distri-

L'Ouganda possède des nappes phréatiques abondantes, selon Geoffrey Katembwe, responsable d'équipe à ACORD. Ici, une pompe à eau construite par l'EPER.

+ 100 000 l PAR JOUR
Capacité d'une pompe à eau

buée vers des points d'eau répartis dans le camp. « Personne ne doit marcher plus de 450 mètres », explique fièrement Eric Arumadri, l'ingénieur d'ACORD chargé de l'installation.

Pour ACORD, la construction d'un tel système est une nouveauté. « Nous avons beaucoup appris », estime l'ingénieur. Les deux pompes à eau et leurs réservoirs fournissent de l'eau à 10 000 réfugiés environ. La plus grande des deux peut pomper dans les 100 000 litres par jour.

Les jardins potagers cultivés dans le camp sont aussi la preuve que l'eau ne manque pas. A leur arrivée en Ouganda, les familles de réfugiés se voient attribuer par le gouvernement une superficie de 90 mètres carrés sur laquelle ils peuvent construire et cultiver. De nombreuses familles plantent des légumes et élèvent des poules ou des chèvres autour de leur hutte.

Un semblant de retour à la normalité transparaît dans la vie de ces familles… du moins en apparence. En y regardant de plus près, les problèmes sont bien là. Il manque des perspectives d'avenir à ces personnes réfugiées. Officiellement, elles peuvent travailler et envoyer leurs enfants à l'école, mais il n'y a pas assez de travail ni suffisamment de classes. Les conditions d'hygiène restent problématiques et des problèmes de sécurité sont répertoriés.

Construction de latrines et formations sur l'hygiène

L'EPER a construit 35 latrines dans le camp de réfugiés pour les personnes les plus vulnérables et pour les résidents dans les villages alentour. Quinze blocs de latrines ont par ailleurs été construits dans des écoles. Depuis l'arrivée de la population réfugiée sud-soudanaise, les écoles sont surchargées. L'école primaire Ombechi accueille 900 écoliers ougandais et 900 réfugiés sud-soudanais. Elle doit donc fournir deux fois plus de personnel, de salles de classe et de toilettes. « Nos anciens sanitaires n'étaient pas du tout hygiéniques », explique Molly Azikuru. Cette assistante à l'hygiène montre aux enfants, avec la participation d'un enseignant, comment utiliser les toilettes correctement – ce qui n'a rien d'une évidence pour certains. « Les vieilles latrines se bouchaient facilement

« Depuis que le système est opérationnel, il n'y a plus de maladies graves dues à l'eau contaminée. »

ou refluaient. » Les latrines nouvellement installées par l'EPER sont conçues pour éviter ce genre de désagréments. Et on peut les fermer, contrairement aux anciennes latrines, qui étaient simplement entourées de bâches ou de toiles.

Le gouvernement ougandais apprécie le soutien apporté par les organisations caritatives à la construction d'infrastructures. Toutefois, il impose qu'un tiers de l'aide aille à la population ougandaise. « C'est une bonne chose car cela permet d'éviter les conflits entre la population locale et les réfugiés », estime Simon Egadu, responsable de programme pour l'EPER en Ouganda.

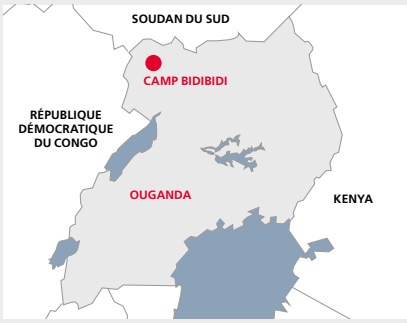
L'EPER a formé dix personnes aux questions d'hygiène pour ensuite transmettre leur savoir dans les écoles. Des « clubs santé » ont été constitués, où les élèves apprennent à entretenir correctement les latrines et à bien se laver les mains et les dents. De même, l'EPER a formé 60 personnes réfugiées qui font un travail similaire de promotion de l'hygiène auprès de la population réfugiée dans le camp.

Janet Dawa est l'une des promotrices en matière d'hygiène. Elle arbore fièrement le t-shirt noir à bordures rouges avec le logo de l'EPER et aime transmettre ce qu'elle a appris. Tous les lundis, elle montre aux habitants du voisinage comment nettoyer les bidons d'eau et distribue le matériel requis. Elle apporte ainsi sa contribution, modeste mais fondamentale, à l'amélioration des conditions de vie dans le camp. Même si elle espère quitter le camp un jour.

L'eau est désormais à la portée de toutes et tous.

OUGANDA

L'EPER PROTÈGE LES RÉFUGIÉS DU SOUDAN DU SUD



35 millions
Population en Ouganda, dont

1,2 million
de réfugiés

L'Ouganda a déjà accueilli plus d'un million de réfugiés du Soudan du Sud. Au nord, Bidibidi, le plus grand camps de réfugiés du monde, atteint ses limites dans sa capacité d'accueil. Pas moins de 230 000 personnes y vivent sur un terrain semi-désertique d'environ 250 km^2.

« ÇA FONCTIONNE, MALGRÉ LES TENSIONS »

Valentin Prélaz, basé à Lausanne, gère les projets en Ouganda pour l'EPER. De retour de mission, il a répondu à quelques questions sur la situation dans le camp de Bidibidi.

Interview : Joëlle Herren Laufer
Photos : Blaise Kormann / Sandra Witmer

Valentin, tu as déjà visité de nombreux camps de réfugiés, comment as-tu trouvé le camp de Bidibidi en Ouganda ?
Quand on arrive, on est surpris de voir peu de bâches et de tentes collées les unes aux autres comme en Syrie ou au Yémen. A Bidibidi, le camp est très étalé - il fait plus de 250 km^2 - et est traversé par des pistes. Les réfugiés qui sont arrivés depuis deux ans ont tous construit leur propre hutte et ne sont pas collés les uns aux autres. Mais cette apparente normalité masque de nombreuses histoires dramatiques. Les réfugiés ont tout perdu : les familles sont éclatées. Les hommes sont restés au Soudan du Sud pour se battre ou sont décédés. Reste les plus vulnérables : les femmes, les enfants et les personnes âgées.

Les réfugiés du Soudan du Sud commencent à prendre leurs marques en Ouganda. Y a-t-il un espoir qu'ils rentrent bientôt chez eux ?
Nous souhaitons tous que le nouveau traité de paix au Soudan du Sud sera effectif et respecté par toutes les parties au conflit. La population réfugiée espère vraiment rentrer chez elle rapidement. Mais pour l'instant, le cessez-le-feu n'est pas

respecté et la situation sécuritaire n'est pas garantie. L'histoire mouvementée du Soudan du Sud a toujours eu pour conséquence des déplacements de population à l'intérieur du pays mais aussi en Ouganda et dans les autres pays limitrophes. Dans le nord de l'Ouganda, il existe des camps de réfugiés sud soudanais vieux de plus de dix ans. Ses habitants vont et viennent au gré de la situation sécuritaire au Soudan du Sud, l'histoire peut donc se répéter avec le camp de Bidibidi.

Quelle est la chose qui fait le plus défaut dans le camp de Bidibidi ?
La population réfugiée du camp de Bidibidi vit presque uniquement grâce au soutien des organisations internationales qui pourvoient aux besoins vitaux comme l'eau, l'alimentation, la santé, l'assainissement, le soutien non-alimentaire ou l'éducation. L'accès à l'eau reste encore la priorité dans certaines zones du camp. Une alimentation diversifiée est également souhaitée car les réfugiés survivent avec les mêmes rations d'urgence depuis deux ans. Pour y remédier, il faudrait leur donner un accès à plus de terres afin qu'ils puissent la cultiver. Et finalement, les besoins en soutien psycho-social voire psychiatrique sont très importants car la majorité des réfugiés qui arrivent dans le camp de Bidibidi sont traumatisés par les horreurs de la guerre.

Comment ces réfugiés sont-ils acceptés par la population ougandaise ?
J'ai souvent entendu dire : « nous sommes tous des frères, donc par solidarité, nous les acceptons chez nous. Qui sait si les Soudanais du Sud ne devront pas nous accueillir un jour ? » La cohabitation se passe bien malgré des tensions ici et là. Il faut dire que le gouvernement ougandais est très strict quant à la répartition de l'aide internationale : 30% de l'aide doit aller à la population résidente. Cela a pour effet d'atténuer les inégalités entre les réfugiés et les populations locales. Dans les faits, les résidents et les réfugiés se disputent l'accès à certaines ressources naturelles comme le bois de feu ou la paille pour les toits de chaumes. Il est évident que l'on ne peut accueillir 230 000 personnes réfugiées sans qu'il y ait un impact notable sur les ressources naturelles, et ce tant qu'il n'y a pas d'alternative.

© Luca Da Compo

A gauche : Valentin Prélaz, chargé de programme pour l'Ouganda.
A droite : Janet Dawa, réfugiée sud soudanaise de 19 ans, fait partie de l'équipe de promotion de l'hygiène.

« La population réfugiée espère vraiment rentrer chez elle. Mais les tirs continuent et la sécurité n'est pas garantie. »

L'EPER travaillait aussi au Soudan du Sud mais a dû retirer ses équipes, pourquoi ?
L'EPER a dû évacuer et fermer ses bureaux dans la ville de Yei en août 2016 suite au déplacement de la guerre civile dans l'Etat de Yei River. La situation était devenue trop dangereuse pour nos employés et pour nos organisations partenaires. Certains bureaux de nos partenaires ont été pillés et la majorité du personnel a fui en Ouganda. Nous avons donc dû fermer tous nos projets de développement. D'autres initiatives ont vu le jour dans l'état de Yei River ; elles sont axées sur les besoins humanitaires et la réconciliation.

Est-il prévu d'engager des mesures de développement plus durables pour ces populations exilées ?
Le programme de l'EPER en Ouganda est en cours de développement. Il y a d'énormes besoins humanitaires dans le pays en raison de la résurgence du conflit au Congo RDC et de l'arrivée de milliers de réfugiés en Ouganda. Nous allons également explorer les possibilités d'agir sur du plus long terme et sur des thématiques propres à l'EPER comme la promotion de la paix, la sécurité alimentaire et l'accès aux ressources.

UN PRIX NOBEL DE CHIMIE PHILANTHROPE

Retraité depuis dix ans, Jacques Dubochet a reçu le Prix Nobel de chimie pour sa découverte, dans les années 80, de la cryo-microscopie*. Rencontre avec cet homme généreux, engagé et inspirant dont les valeurs sont proches de l'EPER.

Texte : Joëlle Herren Laufer
Photo : Julien Laufer

Votre vie a dû bien changer depuis que vous avez reçu le Prix Nobel ?
Oui, ça fait une grande différence… Avant, j'était un homme normal, retraité depuis dix ans, je commençais même à être bon dans ce métier ! Tout d'un coup, on a une voix, on devient important. Les gens vous écoutent avec respect. Ça questionne beaucoup.

Cette aura médiatique vous donne l'envie de défendre des causes ?
J'ai toujours été attaché à la relation à autrui et très actif politiquement. Alors, quand les moyens vous tombent dessus, on se sent obligé de les utiliser. Le 8 décembre 2017, à la remise du prix Nobel à Stockholm, je n'avais pas envie de me cantonner à parler de mon travail de scientifique spécialisé en « eau froide ». J'ai utilisé cette tribune pour demander à ce que la connaissance soit considérée comme bien public et soit inscrite dans la Déclaration universelle des droits de l'homme comme 31e article.

Quelles autres causes vous tiennent à cœur ?
Je m'intéresse aux autres, et en particulier aux migrants, mais aussi aux questions climatiques.

Comment est née votre envie de travailler avec des personnes migrantes ?
Tout jeune, j'ai eu la chance de passer de nombreuses vacances dans une maison pour enfants avec une infirmité motrice cérébrale où ma sœur travaillait. Pour moi qui étais peu sociable, cet environnement me correspondait. Ils prenaient tout ce qu'on pouvait leur donner. C'était plus facile qu'avec les ados normaux ! Arrivé à la retraite, j'ai repris cela mais avec des mineurs non accompagnés et des réfugiés. J'ai donné des leçons de maths dans le cadre de Mosaïque pendant dix ans. Ma femme, elle, travaillait à créer des Jardins partagés dans un centre d'accueil de requérants à Crissier. Et maintenant, ces gens font partie de notre environnement. Nous hébergeons une Somalienne depuis trois ans chez nous.

Que vous apporte votre travail auprès des personnes migrantes ?
Quand je donnais des cours, les maths avaient peu d'importance. Ce qui comptait pour ces jeunes, c'était d'avoir un « grand-papa ou un oncle » qui ne leur demande rien mais qui est là de manière inconditionnelle chaque semaine. Un type de référence, c'est rare et rassurant. C'est une aide très modeste dans un sens, mais énorme dans l'autre. C'est la partie la plus gratifiante de ma retraite et ça me permet d'élargir mon monde, même si tout n'est pas simple. Cela met en évidence le drame de l'émigration et des problèmes de notre monde. En comparaison, j'ai eu une vie si facile. J'ai beaucoup d'admiration pour ceux qui mouillent leur chemise pour les autres.

Le climat est votre autre champ de bataille…
C'est le grand problème du moment. Le réchauffement climatique va créer une migration à un niveau dont on n'a pas idée. L'Europe a paniqué face à l'arrivée de trois millions de réfugiés. Comment va-t-elle réagir quand un demi-milliard de personnes chercheront refuge ? La Terre et l'espèce humaine ne vont pas disparaître, mais ce sont nos valeurs qui sont en jeux. Pour adapter une citation de Gramsci, « J'ai le pessimisme du réalisme mais l'optimisme de la nécessité ». Ceux qui peuvent créer un futur favorable à l'écologie, ce sont les jeunes d'aujourd'hui.

Au niveau individuel, que devrait-on faire pour améliorer la situation climatique ?

« J'ai beaucoup d'admiration pour ceux qui mouillent leur chemise pour les autres. »

Chacun doit faire sa part, assumer pour lui ; il ne suffit pas d'éteindre la lumière. Il faut agir à une plus grande échelle avec des mesures fortes pour pouvoir décarboniser le monde d'ici 30 ans en supprimant les bagnoles ; plus besoin dans ce cas d'un contournement de Morges ! Le Luxembourg a instauré les transports publics gratuits. On va vers de grosses secousses et ce sont les faits qui vont parler d'eux-mêmes.

Trouvez-vous utiles les 17 objectifs du développement durable ?
Bien sûr. Nous avons besoin de l'ONU et d'une gouvernance mondiale mais les moyens manquent. Prenez les problèmes de banquises en Antarctique. Il y a beau y avoir un traité signé par 50 Etats, cela ne sert à rien face au changement climatique. La COP21 sur le climat est une décision forte, mais comment la mettre en œuvre ? Il en va de même pour les excès liés aux organismes génétiquement modifiés qui provoquent des levées de boucliers. Il faut des règles et des garde-fous. Et la prise de conscience se fera très vite dès que nous serons touchés directement.

Dans quelles valeurs de l'EPER vous reconnaissez-vous ?
Ce que j'apprécie à l'EPER, c'est l'engagement pour autrui. Même si je suis athée, je m'associe aux valeurs portées par les chrétiens de nos pays développés.

Vous entretenez un lien particulier avec l'EPER ?
Oui bien sûr, comme avec toutes sortes d'autres œuvres d'entraide. Le cadeau du prix Nobel, on ne va pas le garder pour nous. J'aime soutenir les organisations qui correspondent à mes valeurs et à mes engagements et qui travaillent dans un domaine où j'ai quelque chose à dire.

Du haut de vos 76 ans, quels sont, selon vous, les plus grands progrès que l'homme ait fait ces dernières années ?
Pour moi, le progrès le plus impressionnant c'est l'émancipation des femmes ! C'est du jamais vu d'avoir pu inscrire l'égalité homme-femme dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. Du point de vue d'un biologiste évolutionniste, les rôles spécifiques des mâles et des femelles sont issus de plus de trois milliards d'années d'évolution de la vie. La femelle porte le nouvel organisme, le mâle assure la diversité des nouveaux êtres. Maintenant nous voulons considérer femmes et hommes égaux dans notre société. C'est magnifique, c'est formidable mais ça ne va pas aller tout seul, pour les hommes en particulier !

*la cryo-microscopie est une méthode qui permet de préserver l'eau sous forme vitrifiée lors de l'observation au microscope électronique de matériel biologique

FAIRE DU BÉNÉVOLAT POUR LES RÉFUGIÉS ?

Et pourquoi pas vous ? Pour s'engager auprès des réfugiés :
www.engagez-vous.ch

A lire : « Parcours », Jacques Dubochet, éditions Rosso, 2018

ÉCHANGES DE SAVOIRS AVEC LA SUISSE

ARMÉNIE

L'EPER AMÉLIORE LES CONDITIONS DE VIE DES COMMUNAUTÉS RURALES

Population

2,9 millions

Superficie

29 740 km²

Pauvreté et manque de perspectives prédominent en Arménie post-soviétique. L'EPER et ses quatre organisations partenaires arméniennes concentrent leur action sur le développement des communautés rurales, l'amélioration des conditions de vie de la population et le renforcement de la société civile pour promouvoir la paix. Infos : www.eper/sud-caucase

Bien qu'idéale pour l'agriculture, la région arménienne de Syunik est peu développée en raison de son relief montagneux et du manque de jeunes formés. L'EPER aide des jeunes et des familles paysannes à développer un projet agricole prometteur.

Texte : Anne Geiger De Feo
Photos : Sabine Burri

A Syunik, région montagneuse du sud de l'Arménie, l'agriculture est la principale source de revenus de la population rurale. La productivité pourrait être nettement plus élevée, mais il y a peu de jeunes formés, tant dans les petites exploitations agricoles que dans les entreprises de transformation. Jusqu'à récemment, les formations professionnelles du domaine agricole étaient très axées sur la théorie ; elles s'appuyaient sur des contenus et une méthodologie obsolètes, en partie hérités de l'ère soviétique. La pauvreté et l'absence de perspectives conduisent à un exode rural continu vers les villes ou à l'étranger.

En partenariat avec l'organisation arménienne SDA (agence de développement stratégique) et avec l'appui technique de la Haute école des sciences agronomiques, forestières et alimentaires (HAFL) de Zollikofen, l'EPER a lancé un projet d'actualisation des formations dans ce domaine.

Santé vétérinaire et production laitière

La production de lait et de viande figure parmi les principales activités de la région. Deux cursus ont été mis en place – l'un en santé vétérinaire et l'autre autour de la transformation laitière. Le projet est complété par l'amélioration des prestations de conseil aux exploitants agricoles. Les formations initiales et continues offrent aux jeunes agriculteurs et agricultrices l'espoir d'accroître leurs revenus et d'être moins exposés à la pauvreté.

Le projet a démarré en octobre 2016. Les objectifs des formations et les plans d'études élaborés par deux groupes de spécialistes arméniens ont été approuvés pendant l'été 2017 par le ministère arménien de la formation. Une formation courte en transformation laitière et en production fromagère est proposée.

Voyage d'études en Suisse

Un voyage d'études organisé par la HAFL a permis aux représentants arméniens des deux groupes de travail de visiter des fermes et des fromageries suisses pour avoir un aperçu du système suisse d'apprentissage. Hranush Baghdarsaryan, directrice de l'université d'agronomie d'Arménie située à Sissian, faisait partie du voyage : « La découverte du système suisse de formation duale et l'échange d'informations sont très précieux pour nous. Cela nous permettra d'améliorer les formations proposées dans la région de Syunik. »

Soutien des enseignants

A Goris, le personnel enseignant de la haute école spécialisée en médecine vétérinaire est enchanté par le nouveau programme de cours. Tous les enseignants ont suivi la formation courte organisée par la HAFL en transformation laitière et appris de nouvelles méthodes pratiques. Les étudiants atteignent rapidement le niveau requis en production fromagère. L'EPER a par ailleurs financé la mise en place d'un laboratoire afin de fabriquer des fromages et contrôler la qualité des produits laitiers.

Par ricochet, les exploitations de transformation laitière bénéficient de ce nouveau cursus. Husik Stepanyan, de Sissian, possède une fromagerie qui emploie 22 personnes en comptant les apprentis. Chaque année, l'été surtout, il forme quatre ou cinq apprentis. Il est satisfait du nouveau système de formation de Syunik. Alicia Balyan, une employée de la fromagerie, a décroché son diplôme en transformation laitière et fait profiter l'entreprise de ses connaissances. Aujourd'hui, elle est responsable de la sécurité et de l'hygiène du laboratoire de la fromagerie.

Une bonne formation accroît les revenus

Le nouveau cours apporte aussi beaucoup aux petites exploitations agricoles. Ararat Ordyan et sa femme Hasmik ont une ferme avec quelques vaches. Jusqu'à récemment, ils gardaient le fromage pour leur propre consommation et ne vendaient que le lait. Après avoir suivi le cours en transformation laitière, ils se sentent prêts à produire du fromage à des fins de commercialisation, en commençant d'abord par de petites quantités. « Maintenant, je me dispute avec ma femme pour savoir quelle méthode convient le mieux à quelle sorte de fromage », plaisante Ararat. Le couple prévoit d'embaucher deux personnes l'année prochaine afin de développer l'exploitation.

Ces exemples montrent comment la refonte de la formation professionnelle, inspirée du modèle suisse, peut soutenir le développement dans la région de Syunik. Le projet englobe les petites exploitations productrices de viande. Il bénéficie aux jeunes qui travaillent en aval de la filière, de la production jusqu'à la commercialisation. Il est aussi source d'inspiration pour les jeunes générations. Sur toute la durée du projet, 1500 paysannes et paysans de la région de Syunik devraient en bénéficier.

En haut : chambre froide de la fromagerie de Husik Stepanan. En bas à gauche : stockage du lait de la fromagerie; et à droite Ararat Ordyan et sa petite famille.

DU CONCRET POUR ÉVITER L'EXODE RURAL EN ARMÉNIE

Collaborateur scientifique à la Haute école d'agronomie de Zollikofen, Johannes Brunner suit la mise en place des formations professionnelles en agriculture de l'EPER en Arménie en partenariat avec une ONG locale. Des formations pratiques de qualité en lien avec les entreprises sont proposées.

Texte : Olivier Graz
Photo : HAFL

M. Brunner, pourquoi une Haute école suisse s'implique-t-elle dans le développement et la coopération ?
La mission principale de la Haute école des sciences agronomiques, forestières et alimentaires (HAFL) est de privilégier l'aspect pratique. Au niveau de la recherche, nous allions connaissances scientifiques de pointe et savoir-faire pratique. L'unité Enseignement et conseil s'intéresse à la manière dont les connaissances sont générées, transmises et exploitées dans divers contextes. C'est à ce titre que nous partageons notre expérience dans le développement de filières professionnelles et dans la formation du corps enseignant en vue d'améliorer la qualité des formations en Suisse et à l'étranger.

Comment la collaboration entre la HAFL et l'EPER a-t-elle vu le jour ?
Notre collaboration a débuté sur un projet de formation professionnelle similaire dans un autre pays du Caucase du Sud qui a dû être interrompu. Nous avons ensuite étudié si ce projet pouvait être transposé dans le contexte de l'Arménie. A ce titre, j'ai effectué un voyage exploratoire en 2016.

Et quelles en ont été les conclusions ?
Très positives à différents niveaux ! Le Ministère de l'éducation a la volonté de développer un système de formation dual. Comme il ne dispose pas des moyens nécessaires, il collabore activement avec différents partenaires de la coopération internationale. La DDC est par ailleurs très active dans le Caucase du Sud et son engagement cible clairement le développement de l'économie, et tout particulièrement de l'agriculture.

Y a-t-il un réel besoin sur le terrain ?
C'est ce qui importe le plus. Dans le cadre de ses projets auprès des communautés rurales dans la région de Syunik, l'EPER et ses partenaires locaux ont pu identifier deux filières de formation avec un potentiel d'amélioration économique pour l'ensemble des acteurs impliqués. Beaucoup de jeunes quittent cette région isolée par manque de perspectives. Pourtant, dans le domaine de la transformation du lait, les petites entreprises ou coopératives sont en mal de personnel formé. D'autre part il n'y a pas de relève pour les vétérinaires dans la région.

Quels sont les défis rencontrés dans l'introduction de ces nouvelles formations ?
Le système de formation durant l'ère communiste était en phase avec l'économie planifiée de l'époque. L'Arménie disposait alors d'une industrie importante et d'une agriculture collective organisée autour de grandes exploitations. Après l'effondrement de l'Union soviétique et le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, beaucoup de choses ont changé. La majeure partie des exploitations sont de petite taille et nombre de personnes sont revenues à l'agriculture, faute de choix. Beaucoup de savoir-faire a été perdu et les technologies utilisées sont dépassées dans bien des cas.

Il n'existe donc pas de formation en agriculture ?
Le système de formation actuel est axé sur la théorie et le transfert de connaissance, sans lien aucun avec le monde du travail. Il n'est pas rare que les enseignants qui travaillent dans le domaine de la transformation laitière ne sachent pas eux-mêmes comment faire du fromage. Tout est donc à revoir, du plan d'études au développement des contacts avec le monde professionnel en passant par l'introduction de méthodes d'enseignement plus participatives, en plus des compétences purement techniques. A cela s'ajoute le manque de moyens des écoles et du gouvernement. C'est un énorme défi, mais heureusement, tous les acteurs impliqués sont très motivés.

Comment vous répartissez-vous les tâches avec les différents acteurs du projet ?
Pour mener à bien ce projet, la volonté de collaborer entre les écoles professionnelles et les entreprises locales est cruciale.

Johannes Brunner

« Nous partageons notre expérience en vue d'améliorer la qualité des formations en Suisse et à l'étranger. »

La HAFL a mis à disposition ses connaissances, et pour la mise en œuvre, l'EPER collabore avec l'agence de développement stratégique, une organisation locale très dynamique qui a déjà réalisé des projets similaires dans différentes régions du pays et qui connaît parfaitement les conditions locales. Nous pouvons également compter sur le corps enseignant et les directrices des deux écoles d'agriculture qui ont, dès le début, accueilli l'idée de ces deux nouvelles formations avec grand enthousiasme.

Dans quelle mesure le système de formation duale peut-il faire la différence en Arménie ?
L'avantage de la formation duale est son lien étroit avec le monde du travail. Elle permet de former des personnes selon les besoins des futurs employeurs. Les étudiantes et les étudiants sont ainsi directement opérationnels dès la sortie de l'école. Pour les jeunes qui, pour la plupart, ne rêvent que de partir faire des études à la capitale, ce système de formation duale offre de nouvelles perspectives professionnelles concrètes et à portée de main. D'autre part, le rapprochement des exploitants avec les écoles permettra à ces dernières de partager leur savoir et de devenir de réels centres de compétence. A terme, c'est vraiment toute la région qui en profitera car l'agriculture joue un rôle de premier ordre dans l'économie locale et a un besoin vital d'investissement et de modernisation.

Johannes Brunner est collaborateur scientifique à la Haute école des sciences agronomiques, forestières et alimentaires (HAFL), un département de la Haute école spécialisée bernoise à Zollikofen.

DE LA PRÉCARITÉ AU VERGER FLORISSANT

Gagik Grigoryan vit avec sa femme Marine et leur fils Sergeï à Rind, dans la province de Vayots Dzor en Arménie. A l'époque où Gagik travaillait comme saisonnier en Russie, la famille avait très peu pour vivre. Aujourd'hui, leur verger est une entreprise florissante.

Texte : Anne Geiger De Feo
Photos : Sabine Burri

Gagik, Marine et Sergeï Grigoryan nous accueillent à bras ouverts. Ils sont fiers de nous montrer leur verger à Vayots Dzor, une province faiblement peuplée où la place des femmes est prépondérante dans l'agriculture. Leur verger sert à faire des démonstrations sur site dans le cadre du projet de l'EPER pour les producteurs de fruits. Des cours s'y tiennent sur les soins à apporter aux différentes espèces : cerisiers, pêchers, pommiers, abricotiers, noyers et noisetiers – au total 450 arbres, ponctués de quelques ruches. « Un verger sans abeilles, cela ne va pas du tout », de l'avis de Gagik, qui cueille des noisettes et des pommes juteuses pour nous les offrir.

Tout est à réinventer après l'ère communiste

Après l'effondrement de l'URSS, la situation des paysans et des paysannes de Vayots Dzor était difficile. Les systèmes d'irrigation ne fonctionnaient plus et le sol se desséchait. Les arbres fruitiers étaient vieux et risquaient de péricliter. En 2001, avec le soutien de l'EPER, des canaux d'irrigation ont été rénovés dans le village de Rind, ce qui a permis de redynamiser la culture des fruitiers.

A cette époque, Gagik travaillait en Russie et ne passait pas plus de trois mois chez lui, comme 90% des hommes de la région. Sa femme et lui ont acheté un hectare de terre avec quelques fruitiers vieillissants. En 2018, sur le conseil de

Gagik Grigoryan

« Le savoir-faire acquis nous permet de produire des fruits de bonne qualité. »

A gauche, Gagik, Marine et Sergeï Grigoryan dans leur verger, où il y a aussi des ruches. Ci-contre, leur verger a maintenant des arbres fruitiers très fournis.

l'organisation Syunik, partenaire locale de l'EPER, ils ont fait l'acquisition de jeunes arbres à la pépinière créée dans le cadre du projet. Si leur verger produit des fruits de bonne qualité, c'est notamment grâce au savoir-faire acquis par le couple.

Juguler l'exode rural

Gagik a enfin pu quitter son emploi de travailleur saisonnier pour se consacrer entièrement à son verger. Il le cultive aux côtés de sa femme et de sa belle-mère et passe désormais toute l'année auprès de sa famille. Les Grigoryan exportent la majeure partie de leur récolte. Les pêches sont entièrement écoulées en Russie. Les cerises, en revanche, sont surtout destinées au marché national. En 2018, la famille a acheté un véhicule tout terrain d'occasion afin d'accéder plus aisément aux terrains les plus éloignés. Pour cette année, les Grigoryan ont prévu de s'agrandir en achetant 600 pêchers et 40 poiriers. Là encore, les plantons proviennent de la pépinière du projet.

Des chambres froides pour stocker les fruits

Les projets de l'EPER en Arménie couvrent l'ensemble de la filière de production fruitière. Le but est que les familles de petits paysans puissent obtenir le meilleur prix possible. Pour cela, il faut s'assurer d'un contexte favorable à toutes les étapes – depuis l'achat des plantons jusqu'à la vente au consommateur final. L'EPER complète ses projets par un système de subventions destinées aux coopératives et aux petites entreprises locales.

Khazhak Ohanyan, entrepreneur de 32 ans, a eu recours à ce système de subventions. Il s'est lancé en 2016 dans la production de fruits déshydratés. La première année, il a produit huit tonnes de fruits secs. Depuis, il a dépassé les 30 tonnes par année, avec un bel assortiment : abricots, pruneaux, poires, pêches et cerises. L'été, il emploie entre 30 et 35 personnes, surtout des femmes, et cinq ou six personnes à l'automne. Très vite, il est devenu le référent qualité pour les producteurs de la région. Il fournit les marchés russe et arménien et tente à présent de percer en France et en Argentine.

Pour soutenir la croissance de son entreprise et s'assurer de la bonne conservation des fruits, Khazhak Ohanyan a dû agrandir sa chambre froide et a contracté une subvention auprès de Syunik, partenaire locale de l'EPER. La subvention a été acceptée à la condition que les fruits soient achetés aux familles de petits paysans qui participent au projet. Cela convenait au jeune entrepreneur car grâce aux conseils prodigués dans le projet, les paysannes et les paysans produisent des fruits de qualité supérieure. Cette qualité se répercute bien entendu sur les fruits déshydratés, ce qui permet d'écouler ces derniers avec un bon rapport qualité-prix sur ce marché hautement concurrentiel.

« OUVRIR NOTRE JARDIN NOUS DEMANDE TRÈS PEU D'EFFORTS »

Baptiste Marmier s'est lancé, avec sa famille, dans l'aventure d'ouvrir son jardin à Mohamed Hussein, un réfugié kurde syrien. Il nous livre ses impressions après une saison de jardinage. Témoignage.

Texte : Joëlle Herren Laufer
Photos : Table Suisse / UNHCR / Mark Henley

Baptiste Marmier a pris part, avec sa famille, au projet « Ouvre ton jardin ».

Avec ma femme, ça faisait un bout de temps qu'on souhaitait accueillir une personne réfugiée à la maison mais nous n'avions pas l'infrastructure pour. Alors, quand on a vu l'annonce de l'EPER qui recrutait des propriétaires pour son projet « Ouvre ton jardin », on s'est tout de suite annoncés.

Une première entrevue avec Mohamed Hussein, réfugié kurde de Syrie, et Cléa Rupp, l'animatrice du projet, nous a permis de nous entendre sur les formalités et de mettre au point quelques règles, plutôt inexistantes de notre part. Nous lui avons alloué un carreau de terre de 1,75 m sur 3, puis deux autres qu'il a fallu commencer à préparer en retournant la terre. Nous lui prêtions nos outils. Il a apporté ses propres semences et a planté un carreau entier de concombres et le reste avec des tomates, des radis et quelques piments.

On apprend peu à peu à se connaître

Mohamed vient quand il veut, même si nous sommes absents : au début, il venait une fois par semaine puis trois ou quatre fois quand l'été est arrivé. On va toujours lui dire bonjour quand on est là. Les filles courent au jardin dès qu'elles le voient. Il est adorable avec les enfants. Petit à petit, nous avons appris à nous connaître, même si c'est difficile de définir ses attentes à cause de la barrière de la langue. Mohamed parle un français approximatif. Quand il faut régler des choses, sa femme fait office de traductrice.

Au début, je lui apportais des verres d'eau qu'il refusait, jusqu'au jour où j'ai compris qu'il apprécierait bien une bière ! Ça a changé notre rapport. Il jardine son potager et quand il a fini, il savoure sa bière, tranquille. C'est son moment à lui. Ses trois enfants ne sont jamais venus, sa femme quelques fois. Il semble ravi de pouvoir s'échapper de son quotidien et d'avoir son petit coin à lui. En Syrie, il était patron d'une boutique familiale. Ici, son rôle s'est étiolé car il ne ramène pas d'argent à la maison. L'intégration est difficile, il est un peu désabusé et surtout épuisé. Dans mon travail à la Table Suisse, où nous formons des migrants pour qu'ils puissent intégrer la vie active, je vois que l'intégration marche bien pour les jeunes une fois qu'ils ont compris les us et coutumes de notre pays. Avec les Nouveaux Jardins, c'est différent. Il n'y a pas d'objectif d'employabilité. Ce projet offre juste une échappatoire, une oasis où se ressourcer. C'est déjà génial.

Mohamed a acquis des compétences en jardinage dans les Nouveaux jardins

Mohamed est très méticuleux dans son travail de jardinage. On voit qu'il a passé par les Nouveaux Jardins de l'EPER (voir encadré) avant car il a un bon bagage en termes de jardinage. Il n'utilise pas de pesticides et fait tout au naturel. C'est même difficile de le freiner. Une fois, croyant désherber, il a arraché toutes nos fraises des bois !

Mohamed a peu à peu sympathisé avec les voisins, pour la plupart des retraités, beaucoup plus disponibles que nous. Nous les avions tous avertis au préalable et ils lui ont fait bon accueil. L'un d'eux a habité en Syrie, comme lui, et ils se donnent des conseils de jardinage. Pour la fête des voisins, on a organisé un apéro. Il était ravi de pouvoir parler avec un voisin égyptien en arabe. D'autres voisins ont découvert à cette occasion la réalité des migrants et ont été touchés. Un effet indirect qui fait plaisir à voir. Depuis, de nouveaux rapports se sont établis avec le voisinage.

Fier de pouvoir donner des légumes

La saison de récolte venue, il fallait le voir, ravi de rentrer chez lui avec ses sacs de légumes et fier de pouvoir nous en mettre

à disposition. Il gardait les tomates cerises pour nos petites et se fâchait si on ne se servait pas de tomates et de concombres. Sa fierté, c'était aussi d'en donner aux voisins. Il a également apporté des plats syriens. Il y a beaucoup d'échanges de nourriture avec le voisin du dessus. C'est très sympa.

Nous l'avons aidé pour faire certaines démarches concernant son appartement mais en mettant clairement des limites et sans donner d'aide financière. J'ai aussi récupéré un vélo en bon état que je lui ai donné.

Petits moyens, grands effets

Cette année, on continue avec Mohamed. Je me réjouis car on se connaît mieux et on va pouvoir aller plus loin s'il le souhaite. On aimerait bien l'inviter avec sa famille. Pour nous qui sommes privilégiés d'être nés en Suisse, c'est bien de pouvoir montrer aux enfants que tous n'ont pas la même chance. Ouvrir notre jardin nous demande très peu d'efforts, mais apporte beaucoup concrètement en donnant un peu de réconfort et de bonheur à Mohamed. Ce projet est génial car il est très simple et se base sur une activité universelle : cultiver la terre. J'encourage toutes les personnes qui ont un jardin à tenter l'expérience !

LES NOUVEAUX JARDINS INNOVENT AVEC DEUX FORMULES

Les Nouveaux Jardins de l'EPER s'adressent aux personnes migrantes, en particulier réfugiées, qui n'ont pas encore développé de réseau social. Le jardinage offre une activité régulière bonne pour la santé et le moral, permet de se nourrir sainement en profitant des récoltes et est un bon prétexte pour développer des relations en pratiquant le français. Il existe désormais deux formules. Les *tandems* permettent à des personnes migrantes de cultiver une parcelle de potager en duo avec une personne habitant la localité depuis plus longtemps qu'elles. La formule *Ouvre ton jardin* propose à des personnes disposant d'un jardin de l'ouvrir à des personnes migrantes souhaitant cultiver un bout de terre.

VOUS DISPOSEZ D'UN JARDIN ?

Vous souhaitez tenter l'expérience d'allouer un coin de potager pour qu'une famille de réfugiés puisse cultiver des légumes ?

Ecrivez à nouveauxjardins@eper.ch ou téléphonez au 021 613 40 70

Infos : www.eper.ch/nouveauxjardins

SE LIBÉRER DES QUESTIONS DE SUCCESSION

Organiser sa succession et faire un testament, c'est s'offrir la liberté de choix et le sentiment d'avoir bien fait les choses. Petit tour d'horizon en neuf questions-réponses avec Anne-Marie Fuchsluger, responsable des legs à l'EPER.

Texte : Anne-Marie Fuchsluger et Joëlle Herren Laufer
Photo : UNHCR / Mark Henley, Laurent Kobi

Pourquoi faire un testament ?
Faire un testament donne la liberté de faire des choix. Nous avons le droit de décider de ce qu'il adviendra de nos biens lorsque nous ne serons plus là. Eclaircir les questions liées à sa succession procure un sentiment de soulagement, dissipe les inquiétudes : qu'adviendra-t-il de ma maison, de mes bijoux ou de mon chien si je décède brusquement ? Que souhaitons-nous donner et à qui ? En dehors de la réserve légale pour la famille proche, nous avons la possibilité de faire plaisir à une personne que nous aimons, de transmettre nos valeurs et même d'améliorer la vie de personnes moins favorisées que nous.

Que se passe-t-il en l'absence de testament ?
Si nous préférons ne pas faire de testament, les héritiers sont désignés par la loi selon leur degré de parenté : les parents les plus éloignés n'entrent en ligne de compte que si les parents les plus proches ne sont plus en vie. Si nous n'avons pas d'héritier, toutes nos possessions vont à l'Etat.

Par quoi commencer pour régler sa succession ?
Faire une liste de ce qui nous appartient est une première étape simple à réaliser. Que possédons-nous, quelles sont nos éventuelles dettes ? A qui pouvons-nous offrir nos photos, nos bijoux, notre argent ou notre maison ?

Comment répartir ses biens ?
La loi prévoit qu'une part de la succession va à la famille proche : la réserve légale. Mais une autre part, librement disponible, peut être attribuée à un ou plusieurs amis, à une organisation dont la cause nous tient à cœur. Nous pouvons instituer un ou plusieurs héritiers qui vont se partager les biens ou choisir de faire des legs, c'est-à-dire procéder à un partage entre plusieurs héritiers et désigner des légataires pour des sommes d'argent ou des objets.

Comment rédiger un testament ?
La manière la plus simple de faire un testament est de rédiger ses dernières volontés à la main. Le document doit avoir comme titre « Testament » ou « Dernières volontés » et comporter le lieu, la date, les nom et prénoms, la date de naissance et la signature. Il est aussi possible de s'adresser à un avocat ou à un notaire pour le faire contrôler ou pour le rédiger. Puis il faudra le déposer auprès des autorités cantonales ou d'un notaire.

Quelles sont les distinctions entre héritage, legs et pacte successoral ?
Un héritier hérite de tout : des biens et des dettes ! Un légataire reçoit un montant déterminé. On peut désigner une personne qui s'occupera de la succession. Le pacte successoral est rédigé par un notaire. Il implique l'accord et la signature des personnes concernées.

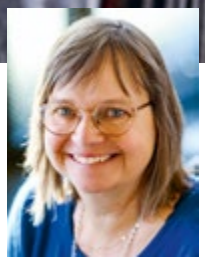
Risque-t-on de se mettre en porte-à-faux avec ses héritiers si on donne une partie de ses biens à une œuvre caritative ?
La loi institue la proportion obligatoire qui revient aux enfants, au conjoint ou aux parents et frères et sœurs, mais elle laisse également une part de liberté. Celle-ci peut donc être utilisée à la guise du testamentaire sans risquer de nuire à sa descendance.

Un legs à l'EPER peut-il changer le monde ?
S'il n'est pas possible de changer le monde, on peut assurément agir sur la destinée de personnes ou de familles en Suisse ou à l'étranger. Ainsi, un legs permet de s'engager vis-à-vis des générations futures pour un monde plus juste et plus humain où la dignité, les droits fondamentaux de l'individu et la vie sont respectés et protégés.

Peut-on choisir une cause qui nous tient à cœur ?
Oui, l'EPER respecte scrupuleusement les souhaits des personnes qui lui font confiance. Selon leurs vœux, elle attribue leurs dons à la cause qui leur est chère : par exemple l'intégration sociale ou la défense des droits des réfugiés en Suisse, l'accès à la terre pour les petits paysans, le soutien au travail des femmes, la collaboration avec les Eglises ou l'aide humanitaire à l'étranger.

Un legs permet de s'engager vis-à-vis des générations futures

Anne-Marie Fuchsluger est responsable des legs à l'EPER. Elle se tient à votre disposition pour toute question : 021 623 40 23 ou anne-marie.fuchsluger@eper.ch



☐ J'aimerais fixer un entretien personnel.

☐ Je souhaite participer à une séance d'information avec un notaire :

- ☐ le jeudi après-midi 21 mars 2019 à Lausanne. (Des précisions vous parviendront ultérieurement.)
- ☐ une autre fois, merci de m'informer d'une prochaine séance.

☐ Je souhaite recevoir la documentation « La dignité en héritage » sous pli.

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Téléphone : ..... e-mail : .....

Coupon à découper et à envoyer à Anne-Marie Fuchsluger, EPER, CP 536, 1001 Lausanne ou par e-mail à anne-marie.fuchsluger@eper.ch

COURRIER DES LECTEURS

RÉSOUDRE LA CRISE DES MIGRANTS ?

Le numéro précédent d'Agir a publié une tribune libre du professeur honoraire de droit de l'Université de Lausanne Pierre de Senarclens. Son article, « Ne pas confondre migrants et réfugiés », a suscité une réaction d'un de nos lecteurs, André Jufer, pasteur retraité de l'Eglise Evangélique Réformée du canton de Vaud, dont nous vous livrons un extrait.

« Le professeur rappelle avec pertinence que les réfugiés fuient la guerre et les persécutions, et qu'ils risquent la prison, la torture et souvent la mort s'ils ne reçoivent pas l'asile. Tout autre est la situation des migrants ; eux fuient la misère et le manque d'avenir dans leur pays. Le professeur de Senarclens qualifie ces pays d'Etats fragiles, qui sont presque tous des Etats africains subsahariens. Voici son constat et sa proposition : Il importe de changer nos stratégies de développement, car elles manquent de substance et de cohérence. (…) On ne résoudra pas la crise des migrants par des engagements humanitaires, mais en soutenant l'économie et les institutions des Etats fragiles.

Cette solution fait l'impasse sur ce que sont réellement ces Etats, leur histoire, leurs dépendances toujours avérées aux puissances occidentales. (…) L'immigration africaine (…) n'est que la conséquence (…) [du] pillage des ressources africaines par les sociétés multinationales, c'est le soutien inconditionnel et aveugle de l'Europe aux dirigeants africains qui excellent dans la dictature et la mauvaise gouvernance, c'est aussi la conséquence des programmes d'ajustements structurels que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international imposent aux pays africains, dénonce Emmanuel Mbolela dans Réfugié (Editions Libertalia, 2017, p. 157), pour quelques pages plus loin affirmer que donner la priorité au développement, c'est mettre la charrue avant les bœufs (p. 172). Avant de soutenir l'économie et les institutions des Etats fragiles pour résoudre la crise des migrants, comme le suggère le professeur de Senarclens, il s'agit pour les Etats européens qu'ils renoncent à leurs politiques délétères envers ces Etats africains et qu'ils mettent fin à leur complicité douteuse avec les multinationales aux pratiques mortifères qu'ils accueillent complaisamment sur leur sol. »

André Jufer,
pasteur retraité

ACTUEL

INTERVENTIONS PARLEMENTAIRES POUR LES RÉFUGIÉS

Fin novembre, le Conseil fédéral a proposé que la Suisse accueille 800 personnes réfugiées en provenance de Syrie en 2019, avec, en plus, un programme pour accueillir dès 2020, tous les deux ans, entre 1500 et 2000 réfugiés particulièrement vulnérables.

Ce plan rejoint les revendications de la pétition Des voies sûres et légales pour les réfugiés de l'EPER, remise fin juin 2018 avec plus de 38 000 signatures, mais il ne va, selon l'EPER, pas asez loin au vu de la persistance de la crise des réfugiés. Il faut procéder à des mesures humanitaires supplémentaires pour les personnes réfugiées et celles admises provisoirement car il est pratiquement impossible d'avoir accès à une procédure d'asile équitable dans un Etat européen.

C'est pourquoi l'EPER soutient les interventions de deux conseillères nationales déposées en décembre à Berne. Lisa Mazzone (Verts, GE) demande une adaptation des critères du regroupement familial et Rosmarie Quadranti (PBD, ZH) requiert un assouplissement des conditions d'octroi des visas humanitaires.

Infos complémentaires :
www.eper.ch/plebiscite

HEKS EPER

ENTRAIDE PROTESTANTE SUISSE

Siège romand
Chemin de Bérée 4A
Case postale 536
1001 Lausanne

Tél. +41 21 613 40 70
info@eper.ch
www.eper.ch
CP 10-1390-5